

Zeitschrift: Domaine public
Herausgeber: Domaine public
Band: - (1983)
Heft: 679

Artikel: Balancier : Zurich : le pouvoir à deux
Autor: [s.n.]
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-1024887>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 29.01.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

Zurich: le pouvoir à deux

Le canton de Zurich sera-t-il dominé à partir du 24 avril par le parti radical (FDP) et l'Union démocratique du centre (SVP), tous deux situés très à droite sur l'éventail politique suisse? Plus exactement, assiste-t-on à la reconquête du canton de Zurich par les radicaux? C'est l'enjeu des prochaines élections cantonales.

Depuis bien des années, radicaux et UDC disposent déjà de la majorité au Conseil d'Etat zurichois avec chacun deux élus, alors que les socialistes, les démocrates chrétiens et les indépendants en ont chacun un.

Au Grand Conseil, en revanche, les deux partis avaient 73 élus en 1971 (40 radicaux et 33 UDC), 75 élus en 1975 (43 radicaux et 32 UDC) et 83 élus en 1979 (51 radicaux et 32 UDC); à titre de comparaison, ils avaient 64 élus en 1939 (31 radicaux et 33 paysans) et les socialistes en avaient 65 à eux seuls (lors des derniers scrutins, le parti de gauche reste stable, dans la quarantaine, 43 en 1971, 42 en 1975 et 49 en 1979).

Il manque donc huit sièges aux deux principaux partis non socialistes pour disposer de la majorité absolue dans une assemblée de 180 membres. En tenant compte du climat politique zurichois, une telle avance paraît possible.

Les petits alliés bourgeois, indispensables jusqu'ici, commencent à se soucier de l'avenir. C'est trop tard.

La gauche, éclatée, est sur la défensive. Le parti socialiste doit se contenter de préparer une belle fête pour la première femme élue dans un exécutif cantonal.

Au surplus, il faut se rappeler que le 80% des 171 communes zurichoises ont à leur tête un président appartenant soit au parti radical (47), soit à l'UDC (89). La confirmation d'une majorité de droite à tous les échelons de la vie politique zurichoise aurait des conséquences importantes dans le reste de la Suisse. Pas difficile de les imaginer: on en a déjà eu un avant-goût, par exemple, dans le raidissement patronal helvétique sur les traces du petit monde économique et financier des bords de la Limmat.

LE CARNET DE JEANLOUIS CORNUZ

Le poids des pacifistes

Beaucoup de marches pour la paix, en ces jours de Pâques.

D'une part, sentiment de réconfort, oui, à voir tant d'hommes et de femmes de bonne volonté. D'autre part, je dois bien l'avouer, quelque perplexité: quelle efficacité?...

A ce sujet, un «vieux de la vieille» du Service civil international, de la non-violence et du pacifisme, René Bovard, propose autre chose, qui me paraît intéressant:

«1983 est l'année des élections au Conseil national. » En votant pour les candidats de son choix, tels que proposés par les partis politiques et les groupements civiques, chaque Suisse, chaque Suisseuse contribuera à orienter la politique nationale vers les buts qu'il estime justes, à condition que ces candidats définissent clairement leurs intentions.

» Nous autres pacifistes, que la lutte pour la paix unit au-dessus des nuances et formes particulières de pensée, nous saisissons cette occasion d'*agir*

ensemble, non seulement pour faire connaître ce que nous sommes et ce que nous voulons, mais pour *peser* du poids de notre nombre sur les décisions de la future Assemblée nationale. C'est pourquoi chacun et chacune d'entre nous s'engage par sa signature à voter pour les seuls candidats qui accepteront de travailler en faveur de:

- la réduction du budget militaire,
- l'interdiction totale du commerce des armes,
- la création d'un service civil véritable,
- l'activation de notre neutralité en vue d'une paix désarmée entre les peuples. »

Pour moi, qui comprends fort bien que M. Chevalaz, en sa qualité de chef du DMF, soit opposé aux quatre points énumérés ci-dessus, mais qui m'étonne, depuis quarante ans que je vote pour des candidats «de gauche», de voir les budgets militaires acceptés contre les seules voix des représentants du Parti du Travail et apparentés, auxquels viennent se joindre quatre, cinq ou six socialistes, je trouve la proposition bonne. Reste à la réaliser pratiquement...

*

A propos du Parti du Travail, les récentes élections genevoises ont démontré irrécusablement qu'il est

en perte de vitesse. L'une des raisons me paraît être la disparition de la *Voix ouvrière* en tant que *quotidien*. Or la *Voix ouvrière* était le seul quotidien de gauche en Suisse romande. Ceci intéresse à mon avis toute la gauche: saura-t-elle redresser la situation, s'unir pour une fois?

Pour cela, il faut tout juste savoir compter.

*

Mais sait-on encore compter? Il m'arrive d'en douter. Je lisais l'autre jour quelques lignes de Jacques Bofford, qui disait à peu près ceci: ont l'occasion de passer à la TV romande des artistes, des écrivains, des conférenciers, qui n'auraient jamais cette chance à la TV française, vu leur relative médiocrité. Voilà qui est évident. Or même cette évidence a été contestée! Comptons!

Pour 1 300 000 Suisses romands, une chaîne de TV; pour 50 millions de Français, trois chaînes de TV. S'ils voulaient «régater» avec nous, les Français devraient avoir à peu près 40 chaînes de TV — treize fois plus! Mais tout comme l'Allemagne, tout comme l'Italie, ils sont à cet égard *sous-développés*, et l'on comprend, dans une certaine mesure, qu'ils se montrent peu accueillants.

J. C.